
CONTEXTE NATIONAL

Au 1er janvier 2006, la France compte 62,9 millions d'habitants répartis entre la France métropolitaine (61,0 millions d'habitants) et les départements d'outre-mer (1,9 million d'habitants). Ainsi, la population française représente 13,6 % de celle de l'Europe des 25 et reste au deuxième rang des pays de l'Union européenne après l'Allemagne (82,5 millions d'habitants) et juste devant le Royaume-Uni (60,4) et l'Italie (58,8). Entre 1999 et 2005, l'augmentation moyenne de la population française a été de 0,64 % par an. Cette progression est majoritairement due à l'excédent des naissances sur les décès. La France est après l'Irlande le pays présentant le plus fort taux d'accroissement naturel (+ 0,42 % par an).

Le mouvement des populations du nord vers le sud reste le fait dominant de l'évolution démographique régionale en France métropolitaine. Les plus fortes croissances démographiques sont observées dans le sud et l'ouest du pays. Dans beaucoup de ces régions, l'accroissement naturel est faible et la dynamique démographique est due à de nets excédents migratoires. En Rhône-Alpes et dans l'Ouest, la dynamique est liée à l'excédent naturel comme aux mouvements migratoires.

En France métropolitaine, la densité moyenne de la population est de 111 personnes par km². De forts contrastes existent entre les régions. En effet, à l'exception de l'Île-de-France (940 habitants/km²), seuls le Nord-Pas-de-Calais et l'Alsace présentent une densité globalement supérieure à 200 habitants par km². À l'inverse, hormis la Corse, ce sont les régions situées sur une bande traversant le pays du Nord-Est (Champagne-Ardenne) au Sud-ouest (Midi-Pyrénées) qui présentent les plus faibles densités (moins de 60 habitants/km²). Parmi les départements d'outre mer, la Guyane se distingue par une vaste superficie, près de deux fois supérieure à la plus grande région métropolitaine (Midi-Pyrénées), et une très faible densité de population (moins de 2 habitants par km²). La Martinique, la Guadeloupe et la Réunion figurent, au contraire, parmi les régions françaises les plus densément peuplées (plus de 200 habitants/km²).

Le taux de chômage défini selon le Bureau international du travail (BIT) s'est élevé à 9,8 % en 2005 selon la dernière enquête emploi de l'INSEE. Si ce pourcentage reste nettement supérieur à celui des années quatre-vingt (8,1 % en 1982), il a baissé par rapport à l'année précédente (9,9 % en 2004). Il a continué toutefois d'augmenter pour les ouvriers (passant de 12,3 % à 12,5 %) tandis que la part des chômeurs de longue durée a augmenté à nouveau (42,5 % contre 41,8 % en 2004). En 2005, le chômage touche toujours plus les femmes (10,8 % contre 9,0 % pour les hommes), les jeunes (17,3 % des 15-29 ans), les personnes peu ou pas diplômées (15 % des personnes sans diplôme) et les ouvriers (12,5 %). En mai 2007, pour la première fois depuis 1983, le nombre de chômeurs est passé sous la barre des deux millions pour la France au sens du BIT, soit un taux de 8,1 % par rapport à l'ensemble des actifs. Toutefois, ce taux de chômage reste provisoire du fait du report à l'automne du calage sur l'enquête emploi de l'Insee.

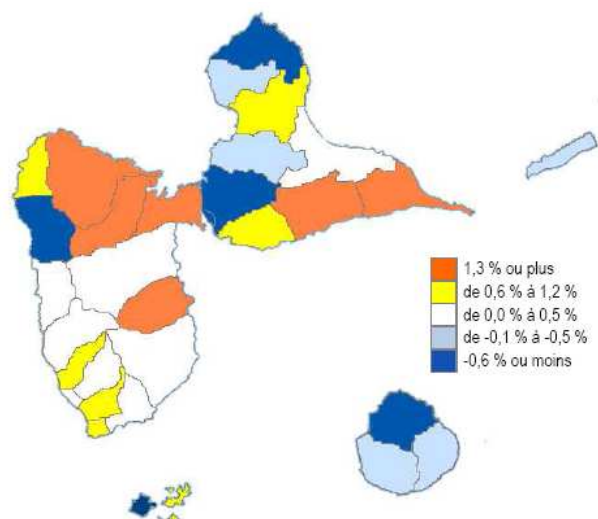
La tendance à une tertiarisation de l'économie se poursuit, les services créent toujours des emplois alors que les industries manufacturières continuent à en perdre (-60 000 en 2004 et 2005), comme l'agriculture (-40 000). Si le nombre global d'emplois en contrat à durée indéterminée reste stable en 2005, on observe un développement de l'intérim et dans une moindre mesure des contrats à durée déterminée. L'emploi à temps partiel et le sous-emploi (temps partiel subi) ont eux aussi augmenté en 2005 (respectivement +167 000 et +40 000).

Selon les données d'Eurostat, on estime en 2006 à plus de 18 millions le nombre de chômeurs dans l'Union des 27, ce qui correspond à un taux de chômage de 7,9 %. La France se situe en 4^e position des pays les plus touchés par le chômage, derrière la Pologne, la Slovaquie et la Grèce. Dans 21 pays de l'Union européenne, le chômage féminin est plus élevé que celui des hommes. La différence est particulièrement marquée en Grèce (avec un écart de 9,2 points) et en Espagne (écart de 5,2 points). En termes de chômage féminin, la France se situe au 6^e rang des régions les plus touchées. Si ces indicateurs laissent à penser que la situation française est moins favorable que celle d'autres pays d'Europe occidentale, une analyse statistique multivariée amène l'Insee à classer la France dans le groupe des pays qualifiés de « bons élèves de l'Europe ». Cette classification est réalisée sur la base d'une série d'indicateurs intégrant les taux de chômage, les taux d'emploi par âge, la part des contrats à durée déterminée dans l'emploi...

SITUATION EN GUADELOUPE : FAITS MARQUANTS

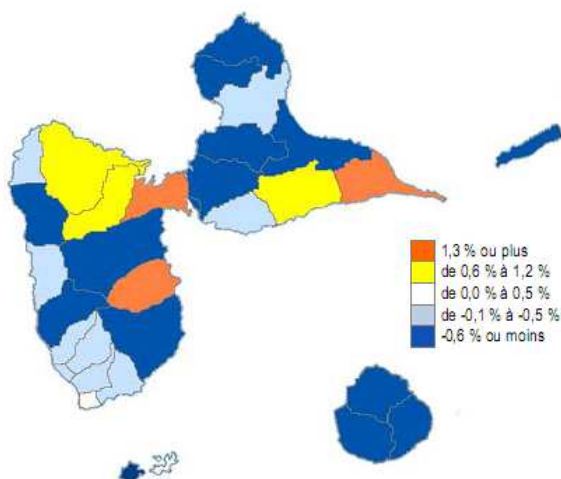
- *Ralentissement de la croissance de la population depuis une vingtaine d'année*
 - *PIB guadeloupéen par habitant inférieur au PIB français*
 - *Augmentation du déficit de la balance commerciale depuis 1993*
 - *Principal producteur de valeur ajoutée : le secteur des services*
 - *Taux de chômage plus élevé qu'en France métropolitaine*
-

Taux d'accroissement annuel moyen de la population des communes entre 1999 et 2006



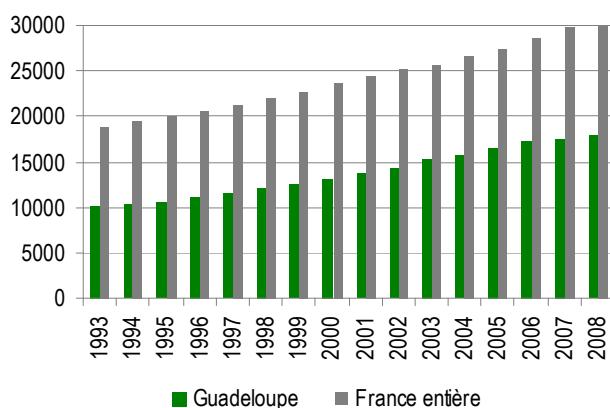
Sources : INSEE, RP 1999 et 2006
Exploitation : ORSaG

Taux annuel de migration nette de la population des communes entre 1999 et 2006



Sources : INSEE, RP 1999 et 2006
Exploitation : ORSaG

Evolution du PIB par habitant en euros entre 1997 et 2008



Sources : INSEE - Estimations pour 2007 et 2008.
Exploitation : ORSaG

● Ralentissement de la croissance de la population

Au 1^{er} janvier 2006, la Guadeloupe comptait 400 736 habitants. Avec un taux d'accroissement moyen de sa population de 0,5 % par an entre 1999 et 2006, la Guadeloupe est au 15^e rang des régions françaises et au dernier rang des régions d'outre-mer.

La Guadeloupe connaît une atténuation de la croissance de sa population depuis une vingtaine d'années. Son taux d'accroissement annuel moyen est passé de 1,4 % entre 1982-1990 à 1,0 % entre 1990-1999. Sur la période 1999-2006, 11 communes guadeloupéennes ont perdu des habitants et 21 en ont gagnés. La perte a été relativement importante pour la commune la plus densément peuplée de l'île, Pointe-à-Pitre (-2,5 % par an). La croissance a été sensible pour de nombreuses communes situées sur l'axe reliant Sainte-Rose à Saint-François. Elle varie de 1,8 % par an à Sainte-Anne à 3,3 % par an à Saint-François. La commune de Goyave présente le taux d'accroissement annuel moyen le plus élevé sur cette période (6,0 % par an). Avec Le Lamentin, elle est la seule commune à voir le rythme de croissance de sa population en constante augmentation depuis les années 1970. La population de Basse-Terre, le chef lieu, et des communes avoisinantes augmente entre 1999 et 2006 mais elle connaît une croissance irrégulière depuis les années 1970. Les Abymes, commune la plus peuplée de Guadeloupe avec plus de 60 000 habitants, a vu le taux d'accroissement de sa population diminuer depuis 1982 jusqu'à devenir négatif entre 1999 et 2006.

● Commune la plus attractive : Goyave

L'accroissement de la population dépend à la fois du solde naturel et du solde migratoire. Entre 1999 et 2006, l'augmentation de la population guadeloupéenne s'explique uniquement par son solde naturel positif. Le solde migratoire globalement négatif sur cette période, freine au contraire son évolution. Entre 1999 et 2006, sur 32 communes guadeloupéennes, 31 ont dénombré plus de naissances que de décès mais seules 8 ont compté plus d'arrivées que de départs. Sur ces 8 communes, 5 sont situées sur l'axe reliant Sainte-Rose à Saint-François. L'accroissement de la population dû au solde migratoire a été particulièrement important à Goyave, et dans une moindre mesure à Saint-François et à Baie-Mahault. Pour ces communes, les taux annuels de migration nette de la population sont respectivement de 4,7 %, 2,0 % et 1,3 % par an. Le déficit migratoire a été relativement élevée à Pointe-à-Pitre (-3,4 % par an).

● Ralentissement de la croissance du PIB

En 2008, le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe a été évalué à 17 912 euros par habitant. Il est beaucoup moins élevé que le PIB par habitant en France métropolitaine (29 943 euros). Cependant, il évolue plus rapidement que ce dernier. Entre 1993 et 2008, il a augmenté de 77,9 % contre 58,4 % pour le PIB de la France. Au cours de l'année 2008, les indicateurs économiques reflètent les premiers signes de crises financière et économique en Guadeloupe. Le PIB par habitant a beaucoup moins augmenté que les années précédentes.

● Principal producteur de valeur ajoutée : le secteur des services

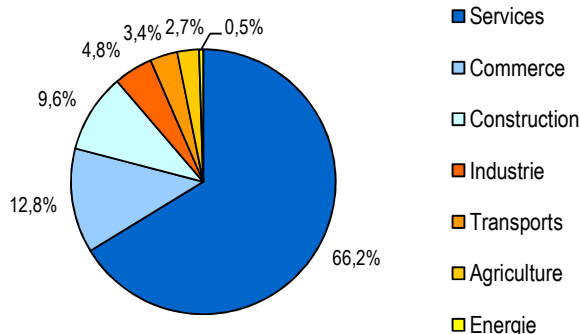
Entre 1993 et 2006, la valeur ajoutée brute créée par la Guadeloupe a augmenté de 89,5 %, passant de 3 730 millions d'euros en 1993 à 7 068 millions d'euros en 2006.

Le secteur des services a dégagé 66,2 % de la valeur ajoutée produite en 2006 contre 57,6 % en 1993. Entre 1993 et 2006, la valeur ajoutée produite par ce secteur a plus que doublé.

Le secteur du commerce est le second plus gros contributeur à la valeur ajoutée. En 2006, il a engendré 12,8 % de la valeur ajoutée totale contre 17,9 % en 1993. Depuis 2003, la valeur ajoutée de ce secteur est en recul.

Troisième contributeur, le secteur de la construction représente 9,6 % de la valeur ajoutée régionale, contre 9,4 % en 1993. Dans ce secteur, la valeur ajoutée a presque doublé depuis 1993.

Répartition de la valeur ajoutée par branches d'activité en 2006



Sources : INSEE
Exploitation : ORSaG

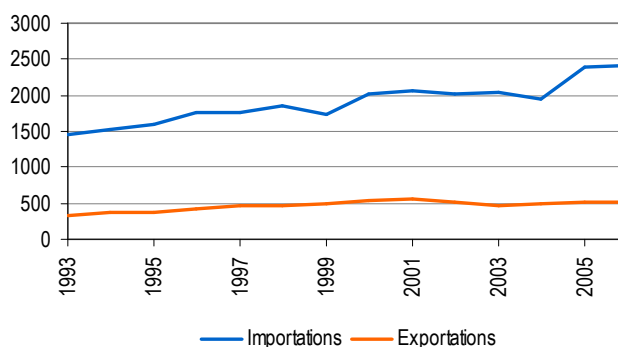
● Augmentation du déficit de la balance commerciale

La balance commerciale de la Guadeloupe est très déficitaire. La valeur de ses importations de biens est beaucoup plus élevée que celle de ses exportations. En 2006, la valeur des produits importés atteignait 2 424 millions d'euros alors que celles des produits exportés était de 521 millions d'euros.

Entre 1993 et 2006, les importations de biens ont évolué plus vite que les exportations. Ils ont augmenté respectivement de 66,3 % et de 56,6 %. Ainsi, sur cette période, le déficit de la balance commerciale s'est creusé.

La valeur des exportations de produits agricole a baissé de 52,2 % depuis 1993 alors qu'elle a progressé pour les autres types de biens. La Guadeloupe importe surtout des produits issus de l'industrie manufacturière. La valeur des importations de produits agricoles a diminué de 38,1 % entre 1993 et 2006 alors qu'elle a progressé pour les autres types de biens. L'augmentation a été sensible pour les importations d'énergie : + 175 % sur la période.

Evolution des importations et des exportations de biens en millions d'euros entre 1993 et 2006



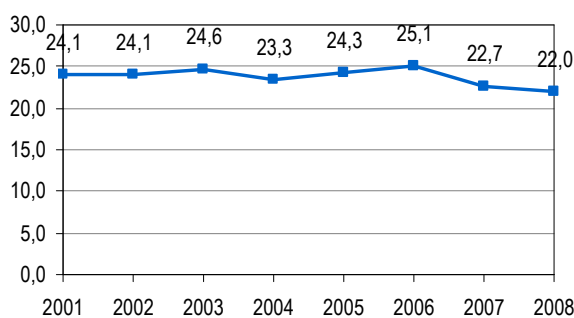
Sources : INSEE
Exploitation : ORSaG

● Taux de chômage plus élevé qu'en France métropolitaine

En 2008, le taux de chômage atteignait 22,0 % en Guadeloupe, soit plus de 36 800 personnes au chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT). En recul de 3 points depuis 2006, il reste néanmoins trois fois plus important qu'en France métropolitaine (7,2 %).

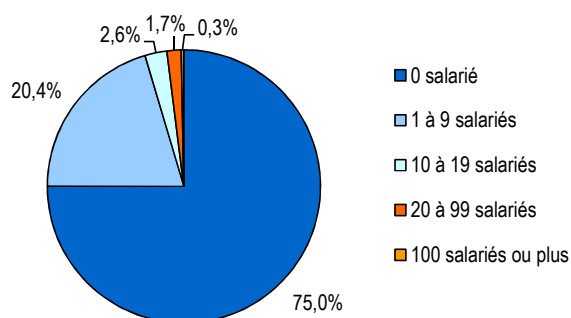
Le taux de chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes : respectivement 26,1 % et 19,2 % en 2008. Il décroît lorsque l'âge augmente : 55,3 % chez les 15-24 ans, 23,5 % chez les 25-49 ans et 10,8 % chez les 50 ans ou plus en 2008. Par ailleurs, le diplôme protège du chômage, d'autant plus qu'il est d'un niveau élevé. Ainsi, 31,6 % des actifs sans diplôme sont au chômage, 14,7 % des actifs ayant un diplôme de niveau bac+2 et 8,1 % des actifs ayant un diplôme de niveau bac+5.

Evolution du taux de chômage au sens du BIT entre 2001 et 2008 (en %)



Sources : INSEE – Enquête emploi 2008
Exploitation : ORSaG

Répartition des établissements par nombre de salariés au 31 décembre 2007



Sources : INSEE – Clap
Exploitation : ORSaG

● Plus du quart des établissements dans le secteur des services

Au 31 décembre 2007, on comptait 49 455 établissements en Guadeloupe. Plus du quart oeuvrait dans le commerce (27 %), 16 % dans les services aux entreprises, 14 % dans les services aux particuliers et 14 % dans la construction. Spécificité régionale, la majorité des établissements n'ont pas de salariés (75,0 %).

En 2008, 4 194 nouvelles entreprises se sont installées en Guadeloupe, 9,5 % de moins qu'en 2007. Neuf entreprises sur dix n'ont pas de salariés. La moitié ont été créées dans le secteur des services, 26,4 % dans le commerce, 14,0 % dans la construction et 9,3 % dans l'industrie. La création d'entreprise a sensiblement progressé dans le secteur de l'industrie alors qu'elle a ralenti dans les autres secteurs. Malgré de nombreuses créations d'entreprises dans le commerce en 2008, le nombre total d'entreprises dans ce secteur a diminué au cours de cette période.

Ralentissement économique en Guadeloupe – en 2008 et crise sociale en 2009

Facteurs expliquant le ralentissement de la croissance économique en 2008 :

- La progression de l'inflation au premier trimestre 2008 qui a atteint un pic en milieu d'année après 2 années de baisse (+2,0 % entre décembre 2007 et août 2008)
- Le ralentissement de la croissance du PIB : taux de croissance de 1,1 % du PIB en volume en 2008 contre 2,6 % en 2007 ;
- Le ralentissement de la croissance de la formation brute de capital fixe (FBCF) : taux de croissance de 2,3 % en 2008 contre 4,3 % en 2007 ;
- Le ralentissement de la consommation de ménages : taux de croissance de 0,8 % en 2008 contre 1,1 % en 2007 ;
- Le repli de la progression de l'activité du secteur de la construction du fait du ralentissement sensible de la commande publique : croissance de 2,2 % en volume du secteur de la construction contre 4,0 % en 2007 ;
- L'intensification de la crise économique et financière mondiale, commencée aux Etats-Unis au milieu de l'année 2007.

Le ralentissement économique en 2008 a été suivi par une crise sociale majeure au 1^{er} trimestre 2009. Selon l'analyse d'indicateurs clés, l'impact négatif de la crise sociale sur l'activité économique a été important. Le secteur de la construction semble être celui qui a été le plus affecté par cette crise.

Source : Institut d'Emission des départements d'Outre Mer. Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009.

[Consulté le 19/01/2010] Disponible à partir de : http://www.iedom.fr/doc/NE64_Effets%20crise%20sociale%20antilles%20122009.pdf

Définitions

Le **solde naturel** est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

Le **solde migratoire** est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire considéré et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année.

Le **taux annuel de migration nette** est égal au solde migratoire de la zone considérée, rapporté à la population moyenne de la zone.

Le **Produit intérieur brut (PIB)** est ce que produit l'économie d'une région ou d'un pays. Ramené au nombre d'habitants ou d'emplois, il fournit des indicateurs de « richesse » et de productivité.

La **valeur ajoutée brute** est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production.

Un **chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)**, est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence, qui est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Le **taux de chômage** est la proportion du nombre de chômeurs dans la population active.

La **formation brute de capital fixe (FBCF)** est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Cet indicateur mesure essentiellement l'investissement matériel pour une année donnée.

Un **établissement** est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Bibliographie

Benhadouche A. Les créateurs privilégient les services. Insee Guadeloupe, coll. Antiane, juin 2009, n°71, p. 14-15. [Consulté le 08/01/2010]

Disponible à partir de : http://www.insee.fr/fr/insee_regions/guadeloupe/themes/ae_bilan/aes71ga/aes71ga_09.pdf

Horatius-Clovis H. Enquête de recensement de la population : 400 736 Guadeloupéens au 14^{er} janvier 2006. Insee Guadeloupe, coll. Premiers résultats, janvier 2009, n° 37.

[Consulté le 08/01/2010] Disponible à partir de : http://www.insee.fr/fr/insee_regions/guadeloupe/themes/premiers_resultats/RP2006ga/PR_RP2006_ga.pdf

Mekkaoui J. L'enquête emploi en Guadeloupe en 2008 : le chômage de longue durée s'aggrave. Insee Guadeloupe, coll. Premiers résultats, mars 2009, n° 40. [Consulté le 08/01/2010] Disponible à partir de : http://www.insee.fr/fr/insee_regions/guadeloupe/themes/premiers_resultats/ee2008ga/pr_ee2008ga.pdf

Moriame E. Les comptes économiques rapides de la Guadeloupe en 2008. Insee Guadeloupe, coll. CEROM, septembre 2009, n° 12.

Rédaction du tableau de bord : Sandrine Pitot